

Sylvia Bongo et l'apologie du parasitisme en République

C.M.

Avec sa silhouette remarquable et son air contracté par un éternel effort de concentration intérieure, la « parasite de la République », Sylvia Bongō, n'est pas passée inaperçue pendant la grande mercoriale, la foire politique de son « mari », le samedi dernier. Consciente du danger qui guette ce dernier, et soucieuse de maintenir son impérial train de vie, elle s'est fendue d'un petit discours au cours du grand rassemblement ayant suivi le dépôt du dossier de candidature de l'enfant-roi, au siège de la Cenap. Se sentait-elle obligée de venir brasser l'air raréfié de l'après-midi librevillois ? Que pouvait-elle dire que l'on ne sût déjà ?

Assurément, les mêmes lanternes embuées des mêmes vessies. Ses habituelles tartes à la Chantilly démagogiques importées expressément de sa résidence londonienne. Un extrait de ce dégel verbal ? Au nom de la femme gabonaise, Sylvia Bongo appelle à la réélection de son Ali : « *Oui Ali, nous les femmes gabonaises, nous te soutenons. Nous proclamons que tu es l'espoir de ce pays. Le seul capable de le porter encore plus haut, encore plus loin. Sois le bienvenu parmi nous* ». Un véritable exercice de blaspphème contre la République. Quelle est la légitimité de cette femme pour s'immiscer dans les affaires politiques du Gabon ? Primo, on l'a mille fois répété, le statut de première



Avec une silhouette facilement reconnaissable, Sylvia Bongo n'est pas passée inaperçue lors du show organisé par les affidés d'Ali Bongo.

dame est une fonction floue et incertaine, traditionnellement cantonnée dans l'action sociale de l'épouse du président de la République. A ce titre, on peut lui reconnaître une autorité morale, mais certainement pas un rôle politique. Après avoir dit cela, et connaissant l'affairisme de Sylvia Bongo couvert par une pseudo-implication dans les œuvres de bienfaisance, les Gabonais se sentent offensés par le « soutien sans faille » de cette « parasite », qui ne veut pas se tenir à distance des affaires de leur pays. Ce, d'autant que la moitié d'Ali Bongo est – ou sera bientôt – aussi prise dans les rets des origines troubles du chef de l'Etat, et elle devrait de ce fait, adopter un profil bas.

En effet, si comme l'hypothèse se précise, l'américaine Inge Collins disait vrai à propos de son mariage, en 1989, avec le futur enfant-roi, l'union de celui-ci avec Sylvia Valentin serait nulle en droit, et de nul effet. Et

pire, devant la probabilité grandissante qu'Ali Bongo ne soit pas Gabonais – ni de naissance, ni d'adoption –, l'effet immédiat serait la non-reconnaissance de la qualité de première dame du Gabon à cette dilapidieuse des deniers publics. De sorte que non seulement Sylvia Bongo n'est pas assurée d'être juridiquement liée à Ali Bongo, mais en plus, elle aurait été complice d'une imposture de sept années au sommet de l'Etat.

La loi n'étant pas rétroactive, le peuple gabonais – magnanime et pacifique – ne lui demandera pas de rembourser les centaines de milliards de Fcfa engloutis pendant toutes ces années de jouissance absolue, de parasitisme faste sur le dos du laborieux contribuable. Mais de grâce, ils lui sauront gré de ne plus se mêler de ce qui ne la regarde pas. Qu'elle manifeste son soutien à son imposteur d'époux dans leur vie privée. ■